

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le Premier Ministre a, en application de l'article 2 de la loi du 13 juin 1961, par l'intermédiaire du Premier Président du Conseil d'Etat, demandé au Bureau de coordination d'établir un projet de coordination des dispositions de l'arrêté royal du 12 février 1980 réglant le passage de membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des Régions et de l'arrêté royal du 16 mars 1981 modifiant l'arrêté royal précité.

Le Bureau de coordination a soumis un projet de coordination à la section de législation le 9 octobre 1981.

La section de législation a donné le 4 novembre 1981 l'avis suivant :

Le projet établi par le Bureau de coordination n'appelle pas d'observation.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De Eerste Minister heeft, op grond van artikel 2 van de wet van 13 juni 1961, door toedoen van de Eerste Voorzitter van de Raad van State, het Coördinatiebureau verzocht een ontwerp-coördinatie op te maken van de bepalingen van het koninklijk besluit van 12 februari 1980 waarbij het overhevelen van personeelsleden naar de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld en van het koninklijk besluit van 16 maart 1981 houdende wijziging van het voornoemd koninklijk besluit.

Het coördinatiebureau heeft op 9 oktober 1981 een ontwerp-coördinatie aan de afdeling wetgeving voorgelegd.

De afdeling wetgeving heeft op 4 november 1981 het volgend advies gegeven :

Bij het door het Coördinatiebureau opgemaakte ontwerp zijn geen opmerkingen te maken.

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU,
de heren :

Ch. HUBERLANT,
R. VAN AELST,

R. PIRSON,

F. RIGAUX,

Madame : M. VAN GERREWEY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. KNAEPEN, conseiller d'Etat.

Le rapport a été présenté par M. C. LAMBOTTE, premier référendaire.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier assumé.
toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. KNAEPEN, staatsraad.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. LAMBOTTE, eerste referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

H. ROUSSEAU.

Arrêté royal portant coordination de l'arrêté royal du 12 février 1980 réglant le passage de membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des Régions, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1981.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut

Vu la loi du 13 juin 1961 relative à la coordination et à la codification des lois;

Vu la demande formulée par Notre Premier Ministre;

Vu le projet de coordination établi par le Bureau de coordination du Conseil d'Etat et les notes justificatives qui l'accompagnent;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Sont coordonnés, conformément au texte annexé au présent arrêté :

1° l'arrêté royal du 12 février 1980 réglant le passage de membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des Régions;

2° l'arrêté royal du 16 mars 1981 modifiant l'arrêté royal du 12 février 1980 réglant le passage de membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des Régions;

Article 2. Notre Premier Ministre, Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ... , le

Arrêté royal réglant le passage de membres du personnel aux quatre ministères des communautés et des régions, coordonné le

Article 1er. § 1er. Pour l'application du présent arrêté coordonné, il faut entendre par :

1° nouveau ministère : chacun des ministères qui sont créés par l'arrêté royal du 17 avril 1979 créant quatre ministères des Communautés et des Régions;

2° ministère traditionnel : tout autre ministère;

3° transposition d'emplois : création d'emplois dans un nouveau ministère et suppression simultanée des mêmes emplois dans un ministère traditionnel, conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du 17 avril 1979 précité;

4° membres du personnel : les agents de l'Etat, les stagiaires, les agents nommés à titre temporaire et les agents engagés par contrat de travail, à l'exception :

a) du personnel auxiliaire qui n'occupe pas un emploi du cadre organique, ni du cadre temporaire;

b) des jeunes engagés pour un stage en exécution de la section 1 du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978;

c) des membres du personnel engagés pour un cadre spécial temporaire en application de la section 3 du chapitre III de la même loi.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté coordonné :

1° les stagiaires sont considérés comme titulaires du grade pour lequel ils se sont portés candidats; les stagiaires du niveau 1 sont considérés au surplus comme membres du personnel du ministère auquel ils sont effectivement attachés;

2° le membre du personnel engagé par contrat de travail visé au § 1er, 4° est censé être titulaire du grade correspondant à l'emploi pour lequel il a été engagé ou, en cas de silence du contrat au sujet de cet emploi, du grade auquel est liée l'échelle de traitements dans laquelle son salaire est fixé.

§ 3. L'arrêté royal du 13 novembre 1967 tendant à assurer une répartition rationnelle des agents entre les diverses administrations de l'Etat n'est pas applicable aux affectations régies par le présent arrêté coordonné.

Article 1er: arrêté royal du 12 février 1980, article 1er.

Article 2. § 1er. En cas de transposition d'emplois d'un service d'un ministère traditionnel vers un nouveau ministère, l'affectation aux emplois du nouveau ministère a lieu, soit d'office, soit à la demande des membres du personnel intéressé.

§ 2. a) Les services dont les membres du personnel sont affectés d'office à un nouveau ministère sont mentionnés dans l'annexe I au présent arrêté coordonné.

Un arrêté pris conjointement par le(s) Président(s) de(s) Exécutif(s) et par le Ministre affecte d'office à un des nouveaux ministères les titulaires actuels des emplois transposés de services visés à l'alinéa 1er, en tenant compte du rôle ou du régime linguistique des intéressés. En cas de désaccord, le cas est soumis, pour décision, au Comité de concertation prévu à l'article 31 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.

Si, par suite de la prise en considération du rôle ou du régime linguistique des agents, le nombre d'agents revêtus d'un grade déterminé est supérieur au nombre d'emplois de ce grade qui ont été transposés, les affectations à ces derniers emplois sont faites dans l'ordre prévu au paragraphe 3.

Les agents qui n'ont pas pu être affectés à un emploi en application de l'alinéa 3 font néanmoins partie du personnel du nouveau ministère. Ils y sont affectés aux premiers emplois devenant vacants et correspondant à leur grade et à leur qualification. Jusqu'à cette affectation, ils bloquent un emploi de même rang ou de rang inférieur qui serait vacant ou qui pourrait le devenir.

b) Une cellule nationale est maintenue dans le ministère traditionnel en ce qui concerne les services repris sous les numéros suivants à l'annexe I jointe au présent arrêté coordonné : I, A, B et C, II, V, D, E, a, b et c, F, b et d, et XI.

Les membres du service dans lequel une cellule nationale est maintenue sont informés de ce maintien par un ordre de service qui les invite à faire savoir, par écrit, dans les trente jours, s'ils souhaitent demeurer affectés au ministère traditionnel.

Les membres du personnel du service qui souhaitent demeurer affectés au ministère traditionnel adressent directement leur demande au secrétaire général qui en accuse réception; ils font parvenir une copie de leur demande à leur supérieur hiérarchique. Les membres du personnel qui possèdent la qualification requise sont classés par grade et par rôle ou régime linguistique dans l'ordre fixé au paragraphe 3, alinéas 4, 6, 7 et 8.

Si, après qu'il a été satisfait aux demandes, il reste des emplois à pourvoir dans la cellule nationale, le Ministre y affecte d'office des membres du personnel du service dans l'ordre inverse de celui que détermine l'alinéa précédent.

----- ./.
Article 2 : arrêté royal du 12 février 1980, article 2, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1981, article 1er; les paragraphes 2bis, 3, 4 et 5 sont numérotés 3, 4, 5 et 6

§ 3. La transposition d'emplois des services autres que ceux qui sont visés au paragraphe 2, a), alinéa 1er, est portée à la connaissance des membres du personnel du ministère traditionnel qui ne font pas partie des services visés au paragraphe 2, a), alinéa 1er, par un ordre de service qui les invite à faire savoir par écrit, dans les trente jours, s'ils souhaitent être affectés à un emploi correspondant à leur grade dans un nouveau ministère.

S'il existe une ou plusieurs barrières dans le ministère traditionnel, l'ordre de service est envoyé aux membres du personnel des services qui ne sont pas visés au paragraphe 2, a), alinéa 1er et qui ne sont pas séparés par une barrière du service dont les emplois sont partiellement transposés.

La demande est adressée directement au secrétaire général avec copie au supérieur hiérarchique. Le secrétaire général en accuse réception.

Les membres du personnel qui ont introduit une demande sont classés par grade et par rôle ou régime linguistique, dans l'ordre suivant, et sont affectés dans cet ordre à un emploi correspondant à leur grade :

- 1° les agents de l'Etat;
- 2° les stagiaires;
- 3° les agents nommés à titre temporaire;
- 4° les membres du personnel engagés par contrat de travail;

Entre agents ayant la même qualité, l'ordre est établi comme suit :

- 1° les membres du personnel du service concerné;
- 2° les membres du personnel d'un autre service que le service concerné;
- 3° les membres du personnel d'une autre administration.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa 5, les membres du personnel sont classés comme suit :

- 1° le membre du personnel le plus ancien en grade;
- 2° à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;
- 3° à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

Le critère de l'ancienneté de grade n'est pas appliqué à l'agent qui n'a pas la qualité d'agent de l'Etat.

L'ancienneté de service du membre du personnel qui n'a pas la qualité d'agent de l'Etat comporte le temps pendant lequel il a, à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, fait partie d'un ministère comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

Si, après qu'il a été satisfait aux demandes visées à l'alinéa 1er, il reste des emplois transposés à pourvoir, les membres du personnel chargés des affaires correspondant à ces emplois y sont affectés d'office dans l'ordre inverse de celui que déterminent les alinéas 4, 6, 7 et 8.

L'arrêté portant affectation des membres du personnel est pris conjointement par le(s) Président(s) de(s) Exécutif(s) et par le Ministre, à l'initiative de ce dernier et après avis du Comité de concertation créé à l'article 31 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.

§ 4. Les affectations visées aux paragraphes 1er, 2 et 3 ne constituent pas de nouvelles nominations, ni des transferts

Les agents affectés conservent leur qualité, leur grade, leur ancienneté administrative et leur ancienneté pécuniaire. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 5, ils conservent également les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient dans le ministère traditionnel, conformément à la réglementation qui les y octroie.

Ils conservent les avantages accordés par le service social jusqu'à la date à laquelle ils bénéficieront des prestations d'un service social dans leur nouveau ministère.

§ 5. Lorsqu'un membre du personnel est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure dans le ministère traditionnel, il est uniquement tenu compte pour son affectation de son grade statutaire. Si dans le nouveau ministère auquel il est affecté, il est à nouveau chargé, dès la date de la transposition et sans interruption de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercée dans le ministère traditionnel, il est censé poursuivre l'exercice de la fonction antérieure pour l'application de l'arrêté royal du 22 juillet 1964 réglant l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures, notamment des articles 5 et 8.

§ 6. Pour la collation des emplois qui sont vacants au moment de leur transposition, il est fait application des dispositions statutaires et des procédures qui règlent les nominations notamment par recrutement, par promotion, par changement de grade ou par transfert.

Article 3. Les agents de l'Etat qui, en exécution de l'article 2, sont affectés à un emploi d'un nouveau ministère conservent également leurs droits à la promotion et au changement de grade dans leur ministère traditionnel.

Ils perdent ces droits dans leur ministère traditionnel :

1° ou bien dès qu'ils obtiennent une promotion ou un changement de grade dans le nouveau ministère sauf en cas de promotion obtenue en application du principe de la carrière plane;

2° ou bien à dater de l'expiration du délai de trente jours qui leur est accordé par l'article 4, § 2, pour demander une nouvelle affectation, s'ils n'ont pas introduit une demande;

3° ou bien à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté par lequel ils sont affectés à un autre ministère que leur ministère d'origine, en application de l'article 5, § 2, alinéa 2 ou de l'article 9.

./.

Article 3 : arrêté royal du 12 février 1980, article 3.

Article 4. § 1er. Dès qu'un Exécutif détermine le siège de son ministère où il fixe ses services, il publie sa décision au Moniteur belge. La date d'entrée en vigueur de chacune de ces décisions est fixée par Nous par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

§ 2. Les membres du personnel qui, en exécution du présent arrêté coordonné, sont affectés à un ministère visé au paragraphe 1er et qui ne sont pas dans le cas visé par l'article 3, alinéa 2, 1°, peuvent demander par écrit à être affectés à nouveau à un ministère traditionnel ou à un autre nouveau ministère.

Ils indiquent dans leur demande le ministère ou les ministères pour lesquels ils souhaitent entrer en ligne de compte, le cas échéant en indiquant l'ordre de leur préférence.

Ils adressent cette demande au Premier Ministre par la voie hiérarchique, dans les trente jours de la publication visée au paragraphe 1er.

Ces demandes demeurent valables tant qu'elles ne sont pas satisfaites, tant qu'elles ne sont pas retirées ou tant que les intéressés n'ont pas obtenu dans le nouveau ministère un changement de grade ou une promotion, sauf si la promotion est obtenue en application du principe de la carrière plane.

§ 3. S'ils désirent être affectés au nouveau ministère visé au paragraphe 1er, les membres du personnel des ministères traditionnels et des nouveaux ministères adressent leur demande écrite par la voie hiérarchique au Premier Ministre dans les trente jours de la publication de la décision visée au paragraphe 1er.

§ 4. Le président au nom de l'Exécutif intéressé ou le ministre intéressé peuvent, chacun en ce qui le concerne, décider, dans l'intérêt du service, qu'il n'est pas donné suite à une demande introduite sur base des paragraphes 2 et 3 par un membre du personnel porteur d'un grade du niveau 1 ou d'un grade d'un autre niveau pour lequel une qualification spéciale ou un diplôme spécial sont requis.

./.

Article 4 : arrêté royal du 12 février 1980, article 4,
modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1981, article 2.

Ces décisions sont prises pour une période de trois ans au plus à dater de la publication visée au paragraphe 1er.

Dans les trente jours à dater de la notification de ces décisions, les agents porteurs d'un grade classé au rang 10 ou dans les niveaux 2, 3 ou 4 peuvent exercer contre elles un recours devant une commission créée par le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

La décision de la commission est sans appel.

Article 5, § 1er. Sans préjudice de l'article 4, § 4, il doit être donné suite par permutation aux demandes des membres du personnel visées à l'article 4, § 2, conformément aux règles ci-après.

La permutation s'opère entre agents de même grade et de même rôle linguistique, en tenant compte des conditions particulières fixées en vue de conférer les deux emplois qui en font l'objet.

Pour l'application du présent arrêté les grades qui font partie d'une carrière plane instituée dans plusieurs ministères sont censés être identiques.

Si l'application du deuxième alinéa est impossible parce que le membre du personnel est titulaire d'un grade particulier qui après transposition, n'existe plus dans un ministère traditionnel, le ministre concerné et le président au nom de l'Exécutif concerné fixent le grade de même rang qui doit être tenu pour équivalent au grade précité, de l'accord du ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

§ 2. Le Premier Ministre établit par grade et par rôle linguistique la liste d'attente des demandes qui lui sont transmises d'une part sur base de l'article 4, § 2, et d'autre part sur base de l'article 4, § 3, en tenant compte des critères fixés par l'article 2, § 3, alinéas 4, 6, 7 et 8. Il la publie au Moniteur belge.

Le Premier Ministre communique les noms des membres du personnel qui peuvent faire l'objet d'une permutation, en respectant l'ordre des listes précitées, aux ministres concernés et aux présidents des Exécutifs concernés qui prennent conjointement l'arrêté des nouvelles affectations.

Ces affectations ne sont pas de nouvelles nominations. Elles ne peuvent pas être considérées comme des transferts.

Les membres du personnel qui en font l'objet doivent occuper leur emploi dans les trente jours de la notification de leur nouvelle affectation.

./.

Article 5 : arrêté royal du 12 février 1980, article 5, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1981, article 3; la référence à l'article 2, § 2bis est remplacée par une référence à l'article 2, § 3.

Article 6. Six mois après la publication prescrite par l'article 4, § 1er, les ministres dont relèvent les ministères traditionnels et les présidents agissant au nom des Exécutifs adressent un appel aux membres du personnel. Les dispositions de l'article 4, §§ 2 à 4, sont applicables aux demandes introduites par ceux-ci.

Les demandes sont inscrites sur les listes prévues par l'article 5, § 2, à la suite des demandes introduites lors de l'application de l'article 4.

Article 6 : arrêté royal du 12 février 1980, article 6.

./.

Article 7. Si, un an après l'appel visé à l'article 6, toutes les demandes n'ont pu obtenir satisfaction, le Premier Ministre adresse un appel au personnel visé par cet article pour l'inviter à introduire une demande de permutation.

Ces nouvelles demandes sont traitées comme prévu sous l'article 5, § 2.

L'appel visé sous le premier alinéa est renouvelé chaque année jusqu'à épuisement de la liste d'attente prévue à l'article 5, § 2.

./.

Article 7 : arrêté royal du 12 février 1980, article 7; à
l'alinéa 2, dans le texte français, le mot "ci-avant"
est supprimé.

Article 8, § 1er. Les membres du personnel figurant à chaque liste visée à l'article 5, § 2, sont classés dans l'ordre fixé par l'article 2, § 3, alinéas 4, 6, 7 et 8.

§ 2 . Lorsqu'un membre du personnel d'un nouveau ministère désire réintégrer son ministère traditionnel d'origine, il est donné priorité absolue pour la permutation à l'agent du même ministère traditionnel qui occupe le meilleur classement en vertu du paragraphe 1er.

Article 8 : arrêté royal du 12 février 1980, article 8, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1981, article 3; la référence à l'article 2, § 2bis, est remplacée par une référence à l'article 2, § 3. ./.

Article 9. Pour autant que les listes d'attente ne comportent plus de candidat adéquat à la permutation, les membres du personnel sont affectés dans leur ministère d'origine à un emploi vacant correspondant à leur grade ou, si ce ministère est supprimé, dans le ministère indiqué dans leur demande, à condition qu'ils aient introduit conformément à l'article 4, § 2, ou à l'article 6 une demande à laquelle il peut être donné suite en respectant les dispositions de l'article 4, § 4.

Ces affectations ne sont pas considérées comme de nouvelles nominations ni comme des transferts.

Article 9 : arrêté royal du 12 février 1980, article 9, modifié
par l'arrêté royal du 16 mars 1981, article 4.

./.

Article 10. La rémunération, y compris les allocations et indemnités éventuelles, à laquelle ont droit les membres du personnel qui sont affectés à un nouveau ministère est payée par le ministère traditionnel qu'ils ont délaissé jusqu'au moment où elle sera supportée par les budgets des Communautés et des Régions, conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du 17 avril 1979 précité.

A cet effet, le nouveau ministère communique tout renseignement utile au service liquidateur du ministère traditionnel.

./.

Article 10 : arrêté royal du 12 février 1980, article 10, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1981, article 5.

Article 11, § 1er. Les agents soumis à l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et la carrière des agents de l'Etat conservent dans leur nouvelle affectation le dernier signalement qui leur a été attribué, le cas échéant pour l'exercice des droits qui leur sont garantis par l'article 3 du présent arrêté coordonné dans leur ministère traditionnel.

Ce signalement demeure valable jusqu'à l'attribution d'un nouveau signalement.

§ 2. Si un agent, à la date de son affectation conformément au présent arrêté coordonné, a introduit une demande en révision du signalement qui lui a été attribué dans son ministère traditionnel, la procédure est poursuivie dans ce ministère.

La procédure est poursuivie dans le nouveau ministère si la demande de révision du signalement attribué dans ce ministère est introduite par l'agent qui retourne par permutation vers un ministère traditionnel.

L'article 18, alinéa 2, de l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat n'est pas applicable aux cas visés par le présent paragraphe dans le ministère de la nouvelle affectation.

Article 11 : arrêté royal du 12 février 1980, article 11.

./.

Article 12. Les agents de l'Etat conservent dans le ministère où ils sont affectés les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un concours d'accession au niveau supérieur ou d'un examen d'avancement de grade organisé dans le ministère auquel ils ont appartenu avant leur affectation en exécution du présent arrêté coordonné.

Pour le classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen dans le ministère auquel ils sont affectés.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même concours.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats du concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

./.

Article 12 : arrêté royal du 12 février 1980, article 12.

Article 13. Pour autant que l'agent de l'Etat remplisse les conditions de participation à un concours d'accession au niveau supérieur ou à un examen d'avancement de grade annoncé dans le ministère auquel il appartient soit à la date de la publication visée à l'article 4, § 1er, soit à la date de l'appel visé à l'article 6, alinéa 1er ou à l'article 7, il conserve le droit de participer à ce concours ou à cet examen, même s'il est affecté à un autre ministère pendant le déroulement des épreuves.

L'article 12 est applicable à l'agent lauréat d'un concours ou d'un examen visé à l'alinéa 1er.

Article 13 : arrêté royal du 12 février 1980, article 13.

./.

Article 14. Les emplois transposés sont censés relever du cadre linguistique où ils figuraient avant la transposition jusqu'au moment où, en exécution de l'article 43, § 3, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966, les cadres linguistiques des ministères traditionnels seront adaptés en conformité avec la transposition des emplois.

Les projets de nouveaux cadres linguistiques doivent être transmis à la Commission permanente de contrôle linguistique dans les nonante jours à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté fixant le nouveau cadre du personnel en tenant compte des dispositions relatives au contrôle administratif et budgétaire.

Article 14 : arrêté royal du 12 février 1980, article 14.

./.

ANNEXE I.

I. Ministère de l'Intérieur :

- A. Direction générale des institutions régionales et locales.
- B. Direction générale de la gestion financière des institutions régionales et locales.
- C. Administration des entreprises publiques.

II. Ministère de la Justice : Office de la protection de la jeunesse.

III. Ministère des Affaires économiques :

- A. Administration des Mines : Service hydrologique.
- B. Administration de l'Industrie :
 - a) Marketing.
 - b) Follow up.
 - c) Expansion économique et investissements étrangers :
 - 1. Zones flamandes.
 - 2. Zones wallonnes.
 - 3. Zone bruxelloise.

IV. Ministère de l'Agriculture :

- A. Administration des structures agricoles :
 - a) Hydraulique agricole.
 - b) Aménagement de l'espace rural : services extérieurs.
- B. Administration des Eaux et Forêts à l'exception de la division Economie forestière - relations internationales.
- C. Administration de l'Agriculture et de l'Horticulture : service enseignement.

V. Ministère de la Santé publique :

- A. Services généraux : Dienst beheer van het rijksdomein te Hofstade.
- B. Direction de la Famille y compris le Centre d'étude de la population et de la famille et le Secrétariat des Conseils supérieurs de la famille et du troisième âge.

- C. Hôpitaux psychiatriques de l'Etat.
- D. Administration du Génie sanitaire.
- E. Administration des Etablissements de soins :
 - a) Services techniques.
 - b) Service des hôpitaux et inspection des écoles pour personnel paramédical
 - c) Service de la santé mentale.
- F. Administration de la Médecine sociale :
 - a) Education sanitaire.
 - b) Oeuvres médico-sociales.
 - c) Inspection médicale scolaire.
 - d) Contrôle médico-sportif.
- G. Administration de l'Aide sociale :
 - a) Services communs.
 - b) Direction de l'aide sociale spéciale.
 - c) Direction des maisons de repos.

VI. Ministère de l'Emploi et du Travail

- A. Administration de l'Emploi : Politique de l'Emploi : services extérieurs

VII. Ministère des Travaux publics :

- A. Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire y compris la Commission nationale de l'aménagement du territoire.
- B. Administration du Logement.
- C. Administration des Travaux subsidiés et de la Reconstruction : Services des Travaux subsidiés.
- D. Administration des voies hydrauliques : Service central d'études pour les Polders.

VIII. Ministère des Communications :

- A. Commissariat général au Tourisme.
- B. Administration de la Marine et de la navigation intérieure : Rijksvisserijschool.

- IX. Ministère de l'Education nationale et de la Culture française :
 - A. Services communs : Service des prêts et allocations d'études.
 - B. Services de la Culture française.
- X. Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise :
 - A. Services de l'Education nationale : Service des prêts et allocations d'études.
 - B. Services de la Culture néerlandaise.
- XI. Ministère des Classes moyennes : Administration de l'Expansion économique.

ANNEXE II : DISPOSITIONS NON REPRISES DANS LA COORDINATION.

1° Arrêté royal du 12 février 1980.

12 FEVRIER 1980.- Arrêté royal réglant le passage de membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des Régions.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, notamment l'article 43, § 3;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié notamment par les arrêtés royaux du 16 mars 1964, du 17 septembre 1969 et du 1er août 1975;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, modifié par les arrêtés royaux du 4 janvier 1974, du 2 juin 1975 et du 5 décembre 1978;

Vu l'arrêté royal du 17 avril 1979 créant quatre ministères des Communautés et des Régions, modifié par l'arrêté royal du 16 juillet 1979;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre, président de l'Exécutif de la Communauté néerlandaise et de la Région flamande, de Notre Ministre, président de l'Exécutif de la Communauté française, de Notre Ministre, président de l'Exécutif de la région wallonne, de Notre Ministre, président de l'Exécutif de la Région bruxelloise, de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

./.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Art. 16. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 février 1980.

2° Arrêté royal du 16 mars 1981.

16 MARS 1981.- Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 février 1980 réglant le passage de membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des Régions.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 87 à 91;

Vu l'arrêté royal du 17 avril 1979 créant quatre ministères des Communautés et des Régions, modifié par les arrêtés royaux des 12 février 1980, 13 mars 1980, 23 juillet 1980 et 16 mars 1981;

Vu l'arrêté royal du 12 février 1980 réglant le passage de membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des Régions;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre, Président de l'Exécutif flamand, de Notre Ministre, Président de l'Exécutif de la Communauté française, de Notre Ministre, Président de l'Exécutif régional wallon, de Notre Ministre, Président de l'Exécutif de la Région bruxelloise, de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Art. 7. Notre Premier Ministre, Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 mars 1981.

NOTES JUSTIFICATIVES

I. INTRODUCTION.

Par lettre du 18 août 1981, signée par Monsieur le Premier Ministre, il est demandé à Monsieur le Premier Président de Bien vouloir assurer, par application de l'article 2 de la loi du 13 juin 1961 relative à la coordination et à la codification des lois, la coordination des deux arrêtés royaux joints en annexe à la dite lettre : l'arrêté royal du 12 février 1980 réglant le passage de membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des régions; l'arrêté royal du 16 mars 1981 modifiant l'arrêté royal précité.

II. COMPETENCE DU BUREAU DE COORDINATION.

La loi du 13 juin 1961 relative à la coordination et à la codification des lois s'applique à n'en pas douter à la coordination et à la codification des textes législatifs proprement dits. Qu'en est-il des textes réglementaires ?

L'article 1er cite "les lois", l'article 2 cite "la législation" et l'article 6 énonce que : "Lorsque la coordination ou la codification comprend des textes dont il n'existe pas encore de version néerlandaise officielle, cette version devra faire l'objet d'une loi". Cette dernière disposition n'a de sens que s'il s'agit de coordinations ou de codifications de textes législatifs sensu stricto. En effet, à supposer qu'il faille coordonner des arrêtés royaux dont l'un serait antérieur à l'entrée en vigueur de la loi du 18 avril 1898 relative à l'emploi de la langue flamande dans les publications officielles, c'est au Roi qu'il appartiendrait, soit en vertu de la prérogative conjuguée à l'obligation d'exécuter les lois qu'il tire de l'article 67 de la Constitution, soit en vertu d'une habilitation législative particulière fondée sur l'article 78 de la loi fondamentale, d'établir le texte néerlandais des dispositions réglementaires qui en seraient dépourvues.

De l'exposé des motifs (documents parlementaires, Sénat, session 1958-1959, n° 314, p. 3), on peut extraire le passage suivant : "Le projet ne se préoccupe ni de la coordination ni de la codification des arrêtés royaux ou ministériels. Il va de soi que ce travail peut toujours être accompli avec le concours du Bureau de coordination et du Conseil d'Etat. En ce cas, la procédure prévue par le projet sera strictement suivie".

C'est le texte essentiel.

+

La doctrine est représentée, en la matière, par les pages consacrées au problème de la coordination dans le tome VI des Nouvelles, Droit administratif, première partie, livre premier : "Le Conseil d'Etat - création et organisation",

Les Nouvelles écrivent :

"A.- Coordination

135.- Les lois sur le Conseil d'Etat n'ont pas défini ce qu'elles entendaient par la coordination des lois.

L'exposé des motifs de la loi du 13 juin 1961 énonce : "La coordination consiste à réunir toutes lois qui ont un même objet et à fondre les divers textes modificatifs dans le texte unique de la loi primitive".

136.- Cette définition appelle quelques commentaires.

On peut constater qu'elle restreint le concept de coordination aux lois,

Il faut relever ensuite qu'elle ne serait complètement exacte que si, la coordination achevée, le numérotage de la loi originelle était conservé ou que, dans les cas peu nombreux où la coordination ne se rapporte qu'à un texte de loi qui n'a subi que peu de modification. Or, le plus fréquemment, il ne reste de la loi primitive que quelques dispositions qui occupent dans le texte coordonné une place distincte de celle qu'elles avaient dans les textes législatifs originels.

137.- La jurisprudence élaborée, depuis le début du fonctionnement du Conseil d'Etat, par la section de législation, a défini, d'une manière générale, la coordination comme un procédé technique de rassemblement en un texte unique de dispositions législatives qui, relatives au même objet, sont néanmoins éparses dans plusieurs lois.

Cette définition, elle aussi, demeure restrictive : les dispositions réglementaires -et singulièrement les arrêtés royaux- ne sont pas visées par elle.

138.- On peut certes approuver cette définition sur le plan technique où elle se situe, mais il convient de ne pas perdre de vue les lois sur le Conseil d'Etat et de constater que le législateur a voulu étendre la possibilité d'appliquer ce procédé technique de rassemblement de textes à d'autres dispositions qu'à des lois.

139.- L'objection fondamentale que l'on peut faire à la coordination d'arrêtés royaux ou ministériels est que ce procédé paraît dépourvu d'utilité dès lors que le Roi ou le ministre peut reprendre aisément, dans un nouvel arrêté, ce qui figurait dans les arrêtés antérieurs.

140.- En ce qui concerne le Roi, particulièrement, il convient de rappeler qu'il tient de l'article 67 de la Constitution le pouvoir d'exécuter les lois. Il est libre de choisir le mode d'exécution qu'il estime le plus judicieux : une loi peut être exécutée par de multiples arrêtés royaux ou par un arrêté unique qui contient l'ensemble des mesures d'exécution, sous la forme de ce qu'on pourrait appeler un "règlement général".

Si le Roi a, dans le passé, assuré l'exécution d'une loi déterminée en édictant les dispositions réglementaires multiples, il est, au moment où il le désire, compétent, sur base de l'article 67 de la Constitution, pour réunir ces mesures d'exécution dans un nouvel arrêté unique qui remplacera tous les arrêtés royaux antérieurs relatifs à la matière et aussi les abrogera.

C'est une des attributions constitutionnelles du Roi de juger du mode d'exécution de la loi qui soit le plus adéquat et le plus opportun.

Le procédé que le Roi utiliserait pour remplacer de multiples mesures d'exécution antérieures par un texte nouveau, ne sera pas une coordination, car le remplacement implique l'abrogation, ce que la coordination ne fait pas.

141.- De même, le ministre a, dans la mesure où il se conforme aux dispositions législatives ou aux arrêtés royaux qui constituent le fondement légal de son action, la possibilité de remplacer ces arrêtés antérieurs portant sur une matière déterminée par un nouvel arrêté ministériel.

142.- Ceci posé, il reste à examiner si, dans les circonstances de fait, le recours au procédé de la coordination, dans le cas d'arrêtés royaux ou ministériels, se justifie.

143.- Le Pouvoir exécutif -le Roi, comme les ministres- se trouve, dans l'état de notre droit, limité dans l'accomplissement des tâches qui lui incombent par l'obligation qui s'impose à lui de recourir à des formalités préalables telles que la consultation d'organismes représentatifs ou de conseils ou commissions divers, l'avis ou l'accord d'autorités chargées d'un contrôle administratif ou budgétaire.

Le Pouvoir exécutif, dans une autre hypothèse, lorsqu'il est habilité par le législateur à édicter diverses règles, ne peut le faire qu'en suivant les modalités qui lui sont prescrites : avis des ministres délibérant en conseil, voire consultation de commissions parlementaires.

144.- Au cas où le Pouvoir exécutif aurait, après avoir légalement observé toutes les formalités préalables qui lui étaient imposées, pris de multiples mesures d'exécution et qu'il désirait ensuite les rassembler dans un texte unique, il se trouverait, si l'on n'admettait pas la possibilité de coordonner des textes réglementaires, dans l'obligation de demander les avis requis et de procéder aux autres formalités alors que le texte unique qu'il aurait en vue ne contiendrait aucune règle de fond nouvelle. L'obligation de recourir, par exemple, à de nouvelles consultations pourrait entraîner, comme conséquence, que seraient remises en question des règles jusque-là admises sans discussion.

145.- Comme il est au moins douteux que, au cas où il voudrait se dispenser des formalités préalables, le Roi ou le ministre puisse abroger, dans l'arrêté nouveau, les arrêtés qu'il n'avait pu prendre qu'après l'accomplissement de formalités substantielles, le procédé de la coordination -qui n'implique aucune abrogation- paraît le plus adéquat, encore qu'il ait le désavantage de laisser subsister les arrêtés qui auraient été repris dans la coordination.

Il conviendra d'ailleurs, dans ce cas, que le Roi ou le ministre fasse clairement apparaître -par l'insertion au préambule de l'arrêté nouveau d'un considérant non équivoque- que l'arrêté ne contient aucune modification aux règles de fond.

146.- On peut, selon l'opinion qui est défendue ici, concevoir que le bureau de coordination soit appelé à établir des projets de coordination de dispositions réglementaires, comme de textes de lois.

La conclusion que l'on peut tirer des travaux préparatoires comme de la doctrine dominante est qu'une demande de coordination de textes réglementaires, fondée sur la loi du 13 juin 1961, ne se heurte à aucun obstacle juridique et que le Bureau de coordination peut, dès lors, satisfaire à cette demande.

III. PROBLEMES PARTICULIERS POSES PAR LA COORDINATION.

1. Le préambule.

Le problème qui apparaît d'emblée est celui du préambule.

Sans que ce soit ici le lieu où il faille opiner sur ce que doit contenir cette partie du texte qui précède les proposants (s'il s'agit d'un arrêté royal) et le dispositif - compte tenu du fait que l'acte réglementaire de portée générale doit renfermer toutes les indications qui permettent de vérifier sa légalité interne et sa légalité externe, sans qu'il soit besoin de recourir à d'autres textes - la question se limite au point de savoir si le texte coordonné doit reprendre le ou les préambules existants des arrêtés repris dans la coordination ou si le texte coordonné doit être précédé d'un préambule.

La réponse peut se déduire d'un certain nombre de considérations:

- 1° qu'il s'agisse d'une coordination (procédé technique de rassemblement en un texte unique, de dispositions qui, relatives au même objet, sont éparses en plusieurs textes) ou d'une codification (réunion en un seul corps de normes et sous un numérotage continu, de diverses règles unies par un concept commun), l'idée de base, telle qu'elle résulte de l'examen de la loi du 13 juin 1961, est que, dans les deux cas, il s'agit fondamentalement d'une mise ou d'une remise en ordre de dispositions normatives;
- 2° le texte coordonné ou codifié ne se substitue pas, comme tel, aux textes repris totalement ou partiellement dans la coordination; en d'autres termes, la coordination ou la codification n'abroge pas les textes coordonnés ou codifiés; une habilitation spéciale ou l'intervention postérieure du pouvoir compétent est nécessaire pour qu'il y ait abrogation;
- 3° le Bureau de coordination n'est pas habilité ni à se prononcer sur le fondement légal à donner à un projet de coordination qu'il prépare, ni à faire choix, le cas échéant, entre plusieurs bases légales sur lesquelles se fonderaient les divers textes à coordonner ou à codifier.

Il faut également relever ce qui s'est fait dans des coordinations précédentes; on prendra deux exemples, l'un fondé sur la loi du 13 juin 1961, l'autre sur une habilitation particulière.

Dans la coordination des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées (arrêté royal du 23 juin 1967, Moniteur belge du 30 juin 1967), le Bureau de coordination, saisi d'une demande fondée sur la loi du 13 juin 1961, se trouvait devant des dispositions réglementaires confirmées par le législateur et devant des arrêtés royaux fondés sur plusieurs lois "de pouvoirs spéciaux". Les dispositions coordonnées se bornent au dispositif, c'est à dire à la partie proprement normative, des textes réglementaires, confirmés ou non, repris dans la coordination.

Un second cas peut être tiré de la loi générale sur les douanes et accises (arrêté royal du 18 juillet 1977, Moniteur belge, 21 septembre 1977; errata : 7 et 28 octobre 1977). Cette coordination était fondée sur l'article 45 de la loi du 22 juin 1976 concernant les douanes et accises. La loi qui servait de soutien à l'ensemble de la matière était la loi générale du 26 août 1822. Cette loi contenait un préambule; il n'a pas été repris dans la coordination.

Le présent projet de coordination se bornera donc aux dispositions normatives.

Cependant, il a semblé opportun de reprendre les préambules des deux arrêtés royaux dans l'annexe contenant les dispositions non reprises dans la coordination.

2. L'entrée en vigueur.

L'arrêté royal du 12 février 1980, publié au Moniteur belge du 19 février 1980, est, conformément à son article 15, entré en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

L'arrêté royal du 16 mars 1981, publié au Moniteur belge du 19 mars 1981, est également entré en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge, en vertu de son article 6.

Les dispositions relatives à l'entrée en vigueur figureront dans les dispositions non reprises dans la coordination; c'est la solution qui a été adoptée dans l'arrêté royal du 23 juin 1967 portant coordination des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées.

3. Les ministres chargés de l'exécution.

L'article 16 de l'arrêté royal du 12 février 1980 et l'article 8 de l'arrêté royal du 16 mars 1981 figurent dans la même annexe.

Koninklijk besluit houdende coördinatie van het koninklijk besluit van 12 februari 1980 waarbij het overhevelen van personeelsleden naar de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1981.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 1961 betreffende de coördinatie en de codificatie van wetten;

Gelet op het verzoek vanwege Onze Eerste Minister;

Gelet op het ontwerp van coördinatie opgemaakt door het Coördinatiebureau van de Raad van State en op de daarbijgaande verantwoordingen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van Onze Eerste Minister;

Hebben wij besloten en besluiten wij :

Artikel 1. Worden gecoördineerd, overeenkomstig de tekst als bijlage gevoegd bij dit besluit :

- 1° het koninklijk besluit van 12 februari 1980 waarbij het overhevelen van personeelsleden naar de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld;
- 2° het koninklijk besluit van 16 maart 1981 tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 februari 1980 waarbij het overhevelen van personeelsleden naar de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld.

Artikel 2. Onze Eerste Minister, Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ... , de ...

./.

Koninklijk besluit waarbij het overhevelen van personeelsleden naar de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld, gecoördineerd op

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit gecoördineerd besluit moet worden verstaan :

1° door nieuw ministerie : elk van de ministeries die zijn opgericht door het koninklijk besluit van 17 april 1979 tot oprichting van vier ministeries van de Gemeenschappen en van de Gewesten;

2° door traditioneel ministerie : elk ander ministerie;

3° door overhevelen van betrekkingen : het oprichten van betrekkingen in een nieuw ministerie en het gelijktijdig afschaffen ervan in een traditioneel ministerie, overeenkomstig artikel 4 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 17 april 1979;

4° door personeelsleden : de rijksambtenaren, de stagiairs, de tijdelijke personeelsleden en de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden, behalve :

a) het hulppersoneel dat niet op een betrekking van de organieke personeelsformatie of van de tijdelijke personeelsformatie in dienst genomen is;

b) de jongeren die voor een stage opgenomen zijn bij toepassing van afdeling 1 van hoofdstuk III van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978;

c) de personeelsleden die voor een bijzonder tijdelijk kader in dienst genomen zijn bij toepassing van afdeling 3 van hoofdstuk III van dezelfde wet van 22 december 1977.

§ 2. Voor de toepassing van dit gecoördineerd besluit :

1° worden de stagiairs geacht de graad te bezitten waarvoor zij zich kandidaat gesteld hebben en worden de stagiairs van niveau 1 bovendien geacht tot het traditionele ministerie te behoren waarbij zij in feite ingedeeld zijn;

2° wordt het door een arbeidsovereenkomst verbonden personeelslid bedoeld bij § 1, 4°, geacht de graad te bezitten overeenstemmend met het ambt waarvoor het in dienst genomen is of, bij ontstentenis van verwijzing naar een ambt in zijn contract, de graad waaraan de weddeschaal is verbonden waarin zijn wedde is vastgesteld.

§ 3. Het koninklijk besluit van 13 november 1967 houdende rationele spreiding van het personeel over de verschillende rijksbesturen is niet van toepassing op de aanwijzingen bedoeld bij dit gecoördineerd besluit.

./.

Artikel 1 : koninklijk besluit van 12 februari 1980, artikel 1.

Artikel 2. § 1. Bij overheveling van betrekkingen van een dienst van een traditioneel ministerie naar een nieuw ministerie geschiedt de aanwijzing voor de betrekkingen van het nieuwe ministerie hetzij van ambtswege, hetzij op verzoek van de betrokken personeelsleden.

§ 2. a) De diensten waarvan de personeelsleden van ambtswege voor een nieuw ministerie worden aangewezen zijn vermeld in de bijlage I bij dit gecoördineerd besluit.

Een besluit dat gezamenlijk wordt vastgesteld door de Voorzitter(s) van de Executieve(n) en door de Minister, wijst de huidige titularissen van de overgehevelde betrekkingen van in het eerste lid bedoelde diensten van ambtswege aan voor een van de nieuwe ministeries, met inachtneming van de taalrol of het taalregime van de betrokkenen. Indien geen akkoord wordt bereikt, wordt de zaak voor beslissing voorgelegd aan het overlegcomité, opgericht bij artikel 31 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Indien, ten gevolge van het in aanmerking nemen van de taalrol of het taalregime van de personeelsleden, er meer personeelsleden met een bepaalde graad zijn dan er betrekkingen van die graad zijn overgeheveld, geschieden de aanwijzingen voor laatstbedoelde betrekkingen in de volgorde bepaald in paragraaf 3.

De ambtenaren die niet voor een betrekking konden worden aangewezen met toepassing van het derde lid, maken niettemin deel uit van het personeel van het nieuwe ministerie. Zij worden er aangewezen voor de eerste betrekkingen die vacant worden en met hun graad en kwalificatie overeenstemmen. Tot die aanwijzing blokkeren zij een betrekking van gelijke of lagere rang die vacant mocht zijn of zou kunnen worden.

b) Een nationale kern blijft behouden in het traditionele ministerie betreffende de diensten welke in de bijlage I bij dit gecoördineerd besluit onder de volgende nummers worden vermeld : I, A, B en C, II, V, D, E, a, b en c, F, b en d, en XI.

./.

Artikel 2 : koninklijk besluit van 12 februari 1980, artikel 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1981, artikel 1; de paragrafen 2bis, 3, 4 en 5 zijn genummerd 3, 4, 5 en 6.

De leden van de dienst waarin een nationale kern wordt behouden , worden van dat behoud op de hoogte gebracht door middel van een dienstorder met verzoek schriftelijk, binnen de dertig dagen, te laten weten of zij voor het traditionele ministerie aangewezen wensen te blijven.

De personeelsleden van de dienst die voor het traditionele ministerie aangewezen wensen te blijven, richten hun aanvraag rechtstreeks tot de secretaris-generaal die de ontvangst ervan bericht; zij doen een afschrift toekomen aan hun hiërarchische meerdere. De personeelsleden die de vereiste kwalificatie bezitten worden per graad en per taalrol of taalregime gerangschikt in de volgorde bepaald in paragraaf 3, vierde, zesde, zevende en achtste lid.

Indien er, nadat aan de aanvragen is voldaan, betrekkingen te verlenen blijven in de nationale kern, wijst de Minister daarvoor van ambtswege personeelsleden van de dienst aan in de omgekeerde volgorde van die welke bepaald is in het voorgaande lid.

§ 3. De overheveling van betrekkingen van de andere diensten dan die welke bedoeld zijn in paragraaf 2, a), eerste lid, wordt ter kennis gebracht van de personeelsleden van het traditionele ministerie die niet behoren tot een van de in paragraaf 2, a), eerste lid, bedoelde diensten, door middel van een dienstorder met verzoek schriftelijk, binnen de dertig dagen, te laten weten of zij wensen aangewezen te worden voor een met hun graad overeenstemmende betrekking in een nieuw ministerie.

Zijn er in het traditionele ministerie een of meer afsluitingen dan wordt de dienstorder gezonden aan de personeelsleden van de diensten die niet een van de in paragraaf 2, a), eerste lid, bedoelde diensten zijn en die niet door een afsluiting gescheiden zijn van de dienst waarvan de betrekkingen gedeeltelijk worden overgeheveld.

De aanvraag wordt rechtstreeks aan de secretaris-generaal gericht met afschrift aan de hiërarchische meerdere. De secretaris-generaal meldt ontvangst.

De personeelsleden die een aanvraag hebben ingediend worden per graad en per taalrol of taalregime gerangschikt in de onderstaande volgorde en in die orde aangewezen voor een met hun graad overeenstemmende betrekking :

- 1° de rijksambtenaren;
- 2° de stagiairs;
- 3° de tijdelijke personeelsleden;
- 4° de bij overeenkomst in dienst genomen personeelsleden.

Onder personeelsleden met dezelfde hoedanigheid geldt de volgende orde :

- 1° de personeelsleden van de betrokken dienst;
- 2° de personeelsleden van een andere dienst dan de betrokken dienst;
- 3° de personeelsleden van een ander bestuur.

In elk van de in het vijfde lid genoemde groepen worden de personeelsleden gerangschikt als volgt :

- 1° het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;
- 2° bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;
- 3° bij gelijke dienstanciënniteit de oudste in leeftijd.

Het criterium van de graadanciënniteit wordt niet toegepast voor het personeelslid dat niet de hoedanigheid van rijksambtenaar heeft.

De dienstanciënniteit van het personeelslid dat niet de hoedanigheid van rijksambtenaar heeft, omvat de tijd gedurende welke hij in enige hoedanigheid en zonder vrijwillige onderbreking deel heeft uitgemaakt van een ministerie als titularis van een ambt met volledige prestaties.

Indien er, nadat aan de in het eerste lid bedoelde aanvragen is voldaan, overgehevelde betrekkingen te verlenen blijven, worden de personeelsleden die belast zijn met aangelegenheden welke met die betrekkingen overeenstemmen, van ambtswege voor die betrekkingen aangewezen in de omgekeerde volgorde van die welke bepaald is in het vierde, het zesde, het zevende en het achtste lid.

Het besluit houdende aanwijzing van de personeelsleden wordt gezamenlijk vastgesteld door de Voorzitter(s) van de Executieve(n) en door de Minister, op initiatief van deze laatste en na advies van het overlegcomité, opgericht bij artikel 31 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 4. De in de paragrafen 1, 2 en 3 bedoelde aanwijzingen worden niet beschouwd als een nieuwe benoeming, noch als een overplaatsing.

De aangewezen personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve en hun geldelijke anciënniteit. Onverminderd de bepalingen van paragraaf 5, behouden zij ook de toelagen, vergoedingen of premies en andere voordelen waarvan zij in het traditioneel ministerie het genot hadden, overeenkomstig de reglementering krachtens welke deze verleend worden.

De voordelen van de sociale dienst behouden zij tot op de datum waarop zij in hun nieuwe ministerie de voordelen van een sociale dienst kunnen bekomen.

§ 5. Personeelsleden die in een traditioneel ministerie belast zijn met de uitoefening van een hogere functie komen enkel in aanmerking voor een betrekking die overeenstemt met hun statutaire graad. Indien zij in het nieuwe ministerie waarvoor zij worden aangewezen vanaf de datum van de overheveling zonder onderbreking opnieuw worden belast met de uitoefening van dezelfde hogere functie als die welke zij in het traditionele ministerie uitoefenden, dan worden zij voor de toepassing van het koninklijk besluit van 22 juli 1964 waarbij de toekenning van de toelage voor de uitoefening van hogere functies wordt geregeld, inzonderheid van de artikelen 5 en 8, geacht de vroegere hogere functie verder te blijven uitoefenen.

§ 6. Voor het begeven van betrekkingen die op het ogenblik van het overhevelen vacant zijn blijven de statutaire regelen en procedures gelden inzake benoemingen, zoals werving, bevordering, verandering van graad of overplaatsing.

Artikel 3. De rijksambtenaren die krachtens artikel 2 worden aangewezen voor een betrekking in een nieuw ministerie, behouden ook hun rechten op bevordering en op verandering van graad in hun traditioneel ministerie.

Zij verliezen die rechten in hun traditioneel ministerie :

1° ofwel zodra zij in het nieuwe ministerie een bevordering of een verandering van graad hebben bekomen, tenzij dit voor bevordering gebeurd is in toepassing van een vlakke loopbaan;

2° ofwel vanaf het verstrijken van de termijn van dertig dagen die hun op grond van artikel 4, paragraaf 2, verleend is om een nieuwe aanwijzing te vragen, als zij geen aanvraag ingediend hebben;

3° ofwel vanaf de datum van inwerkingtreding van het besluit waarbij zij voor een ander ministerie dan hun ministerie van herkomst aangewezen worden bij toepassing van artikel 5, paragraaf 2, tweede lid, of van artikel 9.

Artikel 3 : koninklijk besluit van 12 februari 1980, artikel 3.

Artikel 4. § 1. Wanneer een Executieve de beslissing treft waarbij zij de zetel van haar ministerie of de vestigingsplaats van haar diensten bepaalt, maakt zij deze beslissing binnen de dertig dagen in het Belgisch Staatsblad bekend. De datum waarop elk van deze beslissingen in werking treedt wordt door Ons vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd besluit.

§ 2. De personeelsleden die krachtens dit gecoördineerd besluit zijn aangewezen voor een in paragraaf 1 bedoeld ministerie en zich niet bevinden in het geval bedoeld in artikel 3, tweede lid, 1°, kunnen schriftelijk aanvragen opnieuw te worden aangewezen voor een traditioneel ministerie of voor een ander nieuw ministerie.

Zij vermelden in hun aanvraag een of meer ministeries waarvoor zij in aanmerking wensen te komen, desgevallend met de opgave van de orde van hun voorkeur.

Zij richten die aanvraag langs de hiërarchische weg aan de Eerste Minister, binnen de dertig dagen na de in paragraaf 1 bedoelde bekendmaking.

Deze aanvragen blijven geldig tot de verzoekers voldoening hebben bekomen, hun aanvraag hebben herroepen ofwel een bevordering of een verandering van graad in het nieuwe ministerie hebben bekomen, tenzij dit een bevordering in een vlakke loopbaan is geweest.

§ 3. De personeelsleden van de traditionele ministeries en van de nieuwe ministeries, die voor het in paragraaf 1 bedoelde nieuwe ministerie wensen aangewezen te worden, richten hun schriftelijke aanvraag langs hiërarchische weg aan de Eerste Minister, binnen de dertig dagen na de bekendmaking van de in paragraaf 1 bedoelde beslissing.

./.

Artikel 4 : koninklijk besluit van 12 februari 1980, artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1981, artikel 2.

§ 4. De voorzitter namens de betrokken Executieve of de betrokken minister, ieder wat hem betreft, kan beslissen in het belang van de dienst, dat geen gevolg wordt gegeven aan een aanvraag ingediend op grond van de paragrafen 2 of 3 door een personeelslid dat een graad van niveau 1 bekleedt of een graad van een ander niveau waarvoor een bijzondere kwalificatie of een bijzonder diploma wordt gegeven.

Deze beslissingen blijven geldig gedurende een termijn van ten hoogste drie jaar vanaf de datum van bekendmaking bedoeld in paragraaf 1.

Binnen de dertig dagen na de kennisgeving van deze beslissingen kunnen personeelsleden met een graad van rang 10 of van het niveau 2, 3 of 4 daartegen beroep instellen bij een commissie opgericht door de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

De beslissing van de commissie is niet voor beroep vatbaar.

Artikel 5. § 1. Aan de in artikel 4, paragraaf 2 bedoelde verzoeken moet, onverminderd artikel 4, paragraaf 4, gevolg worden gegeven door omwisseling van personeelsleden overeenkomstig de hierna vermelde regelen.

De omwisseling gebeurt tussen personeelsleden met dezelfde graad en taalrol, met inachtneming van de bijzondere eisen die voor het bekleden van de wederzijdse ambten gesteld zijn.

Voor de toepassing van dit besluit worden de graden die tot een bepaalde in verscheidene ministeries ingestelde vlakke loopbaan behoren, geacht dezelfde graden te zijn.

Indien de toepassing van het tweede lid onmogelijk is omdat het personeelslid titularis is van een bijzondere graad die na de overheveling niet meer in een traditioneel ministerie voorkomt, beslissen de betrokken minister en namens de betrokken Executieve haar Voorzitter over de graad van dezelfde rang die met de eerstbedoelde kan gelijkgesteld worden, in akkoord met de minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

§ 2. De Eerste Minister maakt per graad en per taalrol de wachtlijst op van de aanvragen die hem op grond van artikel 4, paragraaf 2, eensdeels en van artikel 4, paragraaf 3, anderdeels overgemaakt zijn, rekening houdende met de criteria van artikel 2, paragraaf 3, vierde, zesde, zevende en achtste lid. Hij maakt die wachtlijst bekend in het Belgisch Staatsblad.

In de volgorde van deze lijsten deelt de Eerste Minister de naam van de omwisselbare personeelsleden mede aan de betrokken minister en aan de Voorzitter van de betrokken Executieve, die gezamenlijk het besluit nemen voor de nieuwe aanwijzingen.

./.

Artikel 5 : koninklijk besluit van 12 februari 1980, artikel 5, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1981, artikel 3; de verwijzing naar artikel 2, § 2bis is vervangen door een verwijzing naar artikel 2, § 3.

Deze aanwijzingen zijn geen nieuwe benoemingen. Zij worden ook niet beschouwd als een overplaatsing.

De aldus aangewezen personeelsleden moeten de bedoelde betrekking innemen binnen de dertig dagen nadat de nieuwe aanwijzing hun is betekend.

75.

Artikel 6. Zes maanden na de in artikel 4, paragraaf 1, voorgeschreven bekendmaking richten de ministers onder wie de traditionele ministeries ressorteren en de namens de Executieven handelende Voorzitters een oproep tot de personeelsleden. De bepalingen van artikel 4, paragrafen 2 tot 4, zijn van overeenkomstige toepassing op de door dezen ingediende aanvragen.

De aanvragen worden op de in artikel 5, paragraaf 2, bedoelde lijsten ingeschreven na de aanvragen die met toepassing van artikel 4 zijn ingediend.

Artikel 6 : koninklijk besluit van 12 februari 1980, artikel 6.

Artikel 7. Indien een jaar na de oproep waarvan sprake in artikel 6 alle aanvragen nog niet ingewilligd zijn, doet de Eerste Minister een oproep tot het personeel bedoeld in dat artikel, ten einde aanvragen uit te lokken van personeelsleden die willen omgewisseld worden.

De nieuwe aanvragen worden afgehandeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 5, paragraaf 2.

De in het eerste lid bedoelde oproep wordt ieder jaar hernieuwd tot de in artikel 5, paragraaf 2 bedoelde wachtlijst is uitgeput.

Artikel 7 : koninklijk besluit van 12 februari 1980, artikel 7, in het tweede lid is in de Franse tekst het woord "ci-avant" weggelaten.

Artikel 8. § 1. De personeelsleden die op elke in artikel 5, paragraaf 2, bedoelde lijst voorkomen, worden gerangschikt in de orde vastgesteld in artikel 2, paragraaf 3, vierde, zesde, zevende en achtste lid.

§ 2. Wanneer een personeelslid van een nieuw ministerie wenst terug te keren naar zijn traditioneel ministerie van herkomst, wordt voor de omwisseling volstrekte voorrang gegeven aan het personeelslid van datzelfde traditionele ministerie dat de beste plaats bekleedt in de volgens paragraaf 1 vastgestelde rangschikking.

Artikel 8 : koninklijk besluit van 12 februari 1980, artikel 8, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1981, artikel 3; de verwijzing naar artikel 2, § 2bis is vervangen door een verwijzing naar artikel 2, § 3.

Artikel 9. Voor zover op de wachtlijsten geen passende kandidaten voor omwisseling meer voorkomen, worden de personeelsleden die een aanvraag overeenkomstig de artikelen 4, paragraaf 2, of 6 ingediend hebben, waaraan met inachtneming van de bepalingen van artikel 4, paragraaf 4, gevolg kan worden gegeven, aangewezen voor een met hun graad overeenstemmende vacante betrekking in hun ministerie van herkomst, of, indien dit afgeschaft is, in het ministerie dat zij in hun aanvraag vermeld hebben.

Deze aanwijzingen worden niet beschouwd als een nieuwe benoeming, noch als een overplaatsing.

Artikel 9 : koninklijk besluit van 12 februari 1980, artikel 9, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1981, artikel 4.

Artikel 10. De bezoldiging van de eventuele toelagen en vergoedingen, welke toekomt aan de personeelsleden die worden aangewezen voor een nieuw ministerie, komt ten laste van het traditionele ministerie dat zij hebben verlaten tot wanneer zij, overeenkomstig artikel 4 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 17 april 1979 kan worden gedragen door de begrotingen van de Gemeenschappen en van de Gewesten.

Te dien einde zendt het nieuwe ministerie iedere nuttige inlichting aan de betalingsdienst van het traditionele ministerie.

Artikel 10 : koninklijk besluit van 12 februari 1980, artikel 10, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1981, artikel 5.

Artikel 11. § 1. De ambtenaren die onderworpen zijn aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 augustus 1937 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel, behouden in hun nieuwe aanwijzing de laatste beoordeling welke hun toegekend is, desgevallend eveneens met betrekking tot de rechten die hun bij artikel 3 van dit gecoördineerd besluit zijn verleend in hun traditioneel ministerie.

Die beoordeling blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe beoordeling.

§ 2. Indien een ambtenaar op de datum van zijn aanwijzing krachtens dit gecoördineerd besluit een beroep tegen een in zijn traditioneel ministerie toegekende beoordeling heeft ingesteld, dan wordt dit beroep in dit ministerie afgehandeld.

Indien vanwege een ambtenaar die bij omwisseling terugkeert van een nieuw naar een traditioneel ministerie, op de datum van die terugkeer, een beroep aanhangig is tegen een in het nieuw ministerie toegekende beoordeling, wordt het beroep afgehandeld in dat laatste ministerie.

Artikel 18, tweede lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, is voor de in deze paragraaf bedoelde gevallen nochtans niet toepasselijk in het ministerie waar de nieuwe aanwijzing plaats heeft.

Artikel 11 : koninklijk besluit van 12 februari 1980, artikel 11.

Artikel 12. De rijksambtenaren die in het ministerie waartoe zij voor hun aanwijzing op grond van dit gecoördineerd besluit behoord hebben, geslaagd zijn voor een vergelijkendexamen voor overgang naar het hogere niveau of voor een examen voor verhoging in graad dat aldaar georganiseerd was behouden in het ministerie waarvoor zij zijn aangewezen, de aanspraken op bevordering die zij door het slagen voor een van die examens hebben verworven.

Voor hun rangschikking worden de geslaagden geacht het vergelijkend examen of het examen te hebben afgelegd in het ministerie waarvoor zij aangewezen zijn.

Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op dezelfde datum is afgesloten, worden de geslaagden onderling gerangschikt alsof het om eenzelfde examen ging.

Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op verschillende data is afgesloten, wordt voorrang verleend aan de geslaagden van het examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegene datum is afgesloten.

 Artikel 12 : koninklijk besluit van 12 februari 1980, artikel 12.

Artikel 13. Wanneer in het ministerie waartoe de ambtenaar behoort op de datum van de bekendmaking bedoeld in artikel 4, paragraaf 1, ofwel op de datum van de oproep bedoeld in artikel 6, eerste lid, of in artikel 7, een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of een examen voor verhoging in graad aangekondigd is waaraan de ambtenaar kan deelnemen, behoudt hij het recht op deelneming ook al wordt hij tijdens de afwikkeling van het examen voor een ander ministerie aangewezen.

Artikel 12 is van toepassing op de ambtenaar die geslaagd is voor een in het eerste lid bedoelde examen.

Artikel 13 : koninklijk besluit van 12 februari 1980, artikel 13.

Artikel 14. Tot wanneer overeenkomstig artikel 43, paragraaf 3, van de bij koninklijk besluit van 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken de taalkaders van de traditionele ministeries zullen zijn aangepast in overeenstemming met de overheveling van betrekkingen, worden de overgehevelde betrekkingen geacht te blijven behoren tot het taalkader waarin zij vóór de overheveling waren opgenomen.

De voorstellen voor de nieuwe taalkaders moeten worden ingediend bij de Vaste Commissie voor Taaltoezicht binnen de negentig dagen na het van kracht worden van het besluit houdende vaststelling van de nieuwe personeelsformatie met inachtneming van de voorschriften inzake de administratieve en budgettaire controle.

Artikel 14.: koninklijk besluit van 12 februari 1980, artikel 14.

BIJLAGE I.

- I. Ministerie van Binnenlandse Zaken :
 - A. Algemene directie van de regionale en lokale instellingen.
 - B. Algemene directie van het financieel beleid van de regionale en lokale instellingen.
 - C. Bestuur van de openbare bedrijven.

- II. Ministerie van Justitie : Dienst voor Jeugdbescherming.

- III. Ministerie van Economische Zaken :
 - A. Administratie van het Mijnwezen : Hydrologische dienst.
 - B. Administratie van de Nijverheid :
 - a) Marketing
 - b) Follow Up.
 - c) Economische expansie en buitenlandse investeringen :
 - 1. Vlaamse zones
 - 2. Waalse zones
 - 3. Brusselse zone.

- IV. Ministerie van Landbouw :
 - A. Bestuur van de Landbouwstructuren :
 - a) Landelijke waterdienst.
 - b) Ordening van het platteland : buitendiensten.

./.

- B. Bestuur van Waters en Bossen met uitzondering van de afdeling Boseconomie, buitenlandse aangelegenheden.
- C. Bestuur van Land- en Tuinbouw : dienst onderwijs.

V. Ministerie van Volksgezondheid :

- A. Algemene diensten : Dienst beheer van het rijksgedomein te Hofstade.
- B. Bestuur voor Gezinszorg inbegrepen het centrum voor bevolkings- en gezinsstudieën en het secretariaat van de hoge raden voor het gezin en voor de derde leeftijd.
- C. Rijkspsychiatrische Ziekenhuizen.
- D. Bestuursafdeling voor de Sanitaire Bouwkunde.
- E. Bestuursafdeling voor de Verplegingsinrichtingen :
 - a) Technische diensten.
 - b) Dienst voor de ziekenhuizen en inspectie der scholen voor verpleegpersoneel.
 - c) Dienst voor geestelijke gezondheid.
- F. Bestuursafdeling der Sociale Geneeskunde :
 - a) Sanitaire opvoeding.
 - b) Medico-sociale werken.
 - c) Medische schoolinspectie.
 - d) Medische sportcontrole.
- G. Bestuursafdeling voor het Maatschappelijk Welzijn :
 - a) Gemeenschappelijke diensten.
 - b) Directie van het bijzonder maatschappelijk dienstbetoon,
 - c) Directie van de rustoorden.

VI. Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid :

- A. Administratie van de Werkgelegenheid :
Werkgelegenheidspolitiek buitendiensten.

VII. Ministerie van Openbare Werken :

- A. Bestuur van Stedebouw en van Ruimtelijke Ordening
inbegrepen de Nationale Commissie voor de Ruimtelijke
Ordening.
- B. Bestuur voor de Huisvesting.
- C. Bestuur gesubsidieerde werken en wederopbouw :
Diensten gesubsidieerde werken.
- D. Bestuur der waterwegen : Centrale studiedienst
voor de Polders.

VIII. Ministerie van Verkeerswezen :

- A. Commissariaat-generaal voor Toerisme.
- B. Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart :
Rijksvisserijschool.

IX. Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur :

- A. Gemeenschappelijke Diensten : Dienst studietoelagen
en leningen.
- B. Diensten van de Franse Cultuur.

X. Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur :

- A. Diensten voor Nationale Opvoeding : Dienst studietoelagen
en leningen.
- B. Nederlandse culturele diensten.

XI. Ministerie van Middenstand : Administratie voor
Economische Expansie.

BIJLAGE II.

Niet in de coördinatie opgenomen bepalingen :

1° Koninklijk besluit van 12 februari 1980.

12 FEBRUARI 1980. - Koninklijk besluit waarbij het overhevelen van personeelsleden naar de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken gecoördineerd op 18 juli 1966, inzonderheid op artikel 43, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964, 17 september 1969 en 1 augustus 1975;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 januari 1974, 2 juni 1975 en 5 december 1978;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 april 1979 tot oprichting van vier ministeries van de gemeenschappen en van de gewesten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juli 1979;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Minister, voorzitter van de Executieve van de Nederlandse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest, van Onze Minister, voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, van Onze Minister, voorzitter van de Executieve van het Waalse Gewest, van Onze Minister, voorzitter van de Executieve van het Brusselse Gewest en van Onze Minister van Openbaar ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

./.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Art. 16. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen worden ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 februari 1980.

2° Koninklijk besluit van 16 maart 1981

16 MAART 1981. - Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk van 12 februari 1980 waarbij het overhevelen van personeelsleden naar de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 87 tot 91;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 april 1979 tot oprichting van vier ministeries van de Gemeenschappen en van de Gewesten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 februari 1980, 13 maart 1980, 23 juli 1980 en 16 maart 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 februari 1980 waarbij het overhevelen van personeelsleden naar de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Minister, voorzitter van de Vlaamse Executieve, van Onze Minister, voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve, van Onze Minister, voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, van Onze Minister, voorzitter van de Executieve van het Brusselse Gewest, en van Onze Minister van Openbaar Ambt, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Eerste Minister, Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 maart 1981.

VERANTWOORDING

I. INLEIDING.

Bij brief van 18 augustus 1981, verzocht dhr. Eerste Minister, met toepassing van artikel 2 van de wet van 13 juli 1961 betreffende de coördinatie en de codificatie van wetten, dhr. Eerste Voorzitter de coördinatie te willen verzorgen van de twee in bijlage gevoegde koninklijke besluiten : het koninklijk besluit van 12 februari 1980 waarbij het overhevelen van personeelsleden naar de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld; het koninklijk besluit van 16 maart 1981 tot wijziging van het voornoemd koninklijk besluit.

II. BEVOEGDHEID VAN HET COORDINATIEBUREAU.

De wet van 13 juni 1961 betreffende de coördinatie en de codificatie van wetten is zonder enige twijfel toepasselijk op eigenlijke wetgevingsteksten. Geldt dit ook voor reglementaire teksten ?

Artikel 1 spreekt van "wetten", artikel 2 van "wetgeving" en artikel 6 luidt als volgt : "Wanneer een coördinatie of codificatie teksten bevat, waarvan de officiële Nederlandse versie nog ontbreekt, moet die versie bij wet worden vastgesteld." Deze laatste bepaling heeft slechts zin indien het coördinaties of codificaties van wetgevingsteksten stricto sensu betreft. Gesteld immers dat de coördinatie betrekking heeft op koninklijke besluiten waarvan één dagtekent van voor de inwerkingtreding van de wet van 18 april 1898 betreffende het gebruik van de Vlaamse taal in de officiële bekendmakingen, dan zou het zaak van de Koning zijn, hetzij op grond van het voor Hem uit artikel 67 van de Grondwet volgende prerogatief, tegelijk verplichting, om de wetten uit te voeren, hetzij op grond van de macht Hem door een bijzondere wet toegekend overeenkomstig artikel 78 van de Grondwet, de Nederlandse tekst vast te stellen van de verordeningsbepalingen die er nog geen mochten hebben.

Uit de memorie van toelichting (Parlementaire documenten, Senaat, zitting 1958-1959, nr 314, p. 3) kan men volgende passus lichten : "Het ontwerp behelst noch de samenordering noch de codificering van de koninklijke of ministeriële besluiten. Het spreekt vanzelf dat dit werk altijd met de medewerking van het Coördinatiebureau en met deze van de Raad van State mag worden gedaan. In dit geval zal de procedure voorzien bij het ontwerp nauwgezet dienen nageleefd."

+

De rechtsleer is terzake vertegenwoordigd door de bladzijden gewijd aan het probleem van de coördinatie in deel VI van "Les Nouvelles, Droit administratif - première partie, livre premier : Le Conseil d'Etat - création et organisation".

De nrs 135 tot 146 luiden als volgt :

"A.- Coördination

135.- Les lois sur le Conseil d'Etat n'ont pas défini ce qu'elles entendaient par la coordination des lois.

L'exposé des motifs de la loi du 13 juin 1961 énonce : "La coordination consiste à réunir toutes lois qui ont un même objet et à fondre les divers textes modificatifs dans le texte unique de la loi primitive".

136.- Cette définition appelle quelques commentaires.

On peut constater qu'elle restreint le concept de coordination aux lois.

Il faut relever ensuite qu'elle ne serait complètement exacte que si, la coordination achevée, le numérotage de la loi originelle était conservé ou que, dans les cas peu nombreux où la coordination ne se rapporte qu'à un texte de loi qui n'a subi que peu de modification. Or, le plus fréquemment, il ne reste de la loi primitive que quelques dispositions qui occupent dans le texte coordonné une place distincte de celle qu'elles avaient dans les textes législatifs originels.

137.- La jurisprudence élaborée, depuis le début du fonctionnement du Conseil d'Etat, par la section de législation, a défini, d'une manière générale, la coordination comme un procédé technique de rassemblement en un texte unique de dispositions législatives qui, relatives au même objet, sont néanmoins éparses dans plusieurs lois.

Cette définition, elle aussi, demeure restrictive : les dispositions réglementaires -et singulièrement les arrêtés royaux- ne sont pas visées par elle.

138.- On peut certes approuver cette définition sur le plan technique où elle se situe, mais il convient de ne pas perdre de vue les lois sur le Conseil d'Etat et de constater que le législateur a voulu étendre la possibilité d'appliquer ce procédé technique de rassemblement de textes à d'autres dispositions qu'à des lois.

139.- L'objection fondamentale que l'on peut faire à la coordination d'arrêtés royaux ou ministériels est que ce procédé paraît dépourvu d'utilité dès lors que le Roi ou le ministre peut reprendre aisément, dans un nouvel arrêté, ce qui figurait dans les arrêtés antérieurs.

140.- En ce qui concerne le Roi, particulièrement, il convient de rappeler qu'il tient de l'article 67 de la Constitution le pouvoir d'exécuter les lois. Il est libre de choisir le mode d'exécution qu'il estime le plus judicieux : une loi peut être exécutée par de multiples arrêtés royaux ou par un arrêté unique qui contient l'ensemble des mesures d'exécution, sous la forme de ce qu'on pourrait appeler un "règlement général".

Si le Roi a, dans le passé, assuré l'exécution d'une loi déterminée en édictant les dispositions réglementaires multiples, il est, au moment où il le désire, compétent, sur base de l'article 67 de la Constitution, pour réunir ces mesures d'exécution dans un nouvel arrêté unique qui remplacera tous les arrêtés royaux antérieurs relatifs à la matière et aussi les abrogera.

C'est une des attributions constitutionnelles du Roi de juger du mode d'exécution de la loi qui soit le plus adéquat et le plus opportun.

Le procédé que le Roi utiliserait pour remplacer de multiples mesures d'exécution antérieures par un texte nouveau, ne sera pas une coordination, car le remplacement implique l'abrogation, ce que la coordination ne fait pas.

141.- De même, le ministre a, dans la mesure où il se conforme aux dispositions législatives ou aux arrêtés royaux qui constituent le fondement légal de son action, la possibilité de remplacer ces arrêtés antérieurs portant sur une matière déterminée par un nouvel arrêté ministériel.

142.- Ceci posé, il reste à examiner si, dans les circonstances de fait, le recours au procédé de la coordination, dans le cas d'arrêtés royaux ou ministériels, se justifie.

143.- Le Pouvoir exécutif -le Roi, comme les ministres- se trouve, dans l'état de notre droit, limité dans l'accomplissement des tâches qui lui incombent par l'obligation qui s'impose à lui de recourir à des formalités préalables telles que la consultation d'organismes représentatifs ou de conseils ou commissions divers, l'avis ou l'accord d'autorités chargées d'un contrôle administratif ou budgétaire.

Le Pouvoir exécutif, dans une autre hypothèse, lorsqu'il est habilité par le législateur à édicter diverses règles, ne peut le faire qu'en suivant les modalités qui lui sont prescrites : avis des ministres délibérant en conseil, voire consultation de commissions parlementaires.

144.- Au cas où le Pouvoir exécutif aurait, après avoir légalement observé toutes les formalités préalables qui lui étaient imposées, pris de multiples mesures d'exécution et qu'il désirait ensuite les rassembler dans un texte unique, il se trouverait, si l'on n'admettait pas la possibilité de coordonner des textes réglementaires, dans l'obligation de demander les avis requis et de procéder aux autres formalités alors que le texte unique qu'il aurait en vue ne contiendrait aucune règle de fond nouvelle. L'obligation de recourir, par exemple, à de nouvelles consultations pourrait entraîner, comme conséquence, que seraient remises en question des règles jusque-là admises sans discussion.

145.- Comme il est au moins douteux que, au cas où il voudrait se dispenser des formalités préalables, le Roi ou le ministre puisse abroger, dans l'arrêté nouveau, les arrêtés qu'il n'avait pu prendre qu'après l'accomplissement de formalités substantielles, le procédé de la coordination -qui n'implique aucune abrogation- paraît le plus adéquat, encore qu'il ait le désavantage de laisser subsister les arrêtés qui auraient été repris dans la coordination.

Il conviendra d'ailleurs, dans ce cas, que le Roi ou le ministre fasse clairement apparaître -par l'insertion au préambule de l'arrêté nouveau d'un considérant non équivoque- que l'arrêté ne contient aucune modification aux règles de fond.

146.- On peut, selon l'opinion qui est défendue ici, concevoir que le bureau de coordination soit appelé à établir des projets de coordination de dispositions réglementaires, comme de textes de lois. "

Uit de lezing van de voorbereidende werken en de heersende rechtsleer kan men besluiten dat een verzoek tot coördinatie van reglementaire teksten, gesteund op de wet van 13 juni 1941, op geen enkel juridisch bezwaar stuit en dat het Coördinatiebureau derhalve aan dit verzoek kan voldoen.

III. BIJZONDERE PROBLEMEN GESTELD DOOR DE COÖRDINATIE.

1. Aanhef

Het probleem dat zich dadelijk stelt is dit van de aanhef.

Hier dient geen stelling te worden genomen omtrent de vraag wat er moet staan in dat gedeelte van de tekst dat aan het voordrachtformulier (wanneer het een koninklijk besluit betreft) voorafgaat - rekening houdend met het feit dat de algemeen geldende reglementaire akte alle gegevens dient te bevatten aan de hand waarvan zij op haar interne en externe wettigheid kan worden getoetst zonder dat een beroep dient te worden gedaan op andere teksten. Alleen behoort te worden uitgemaakt of de gecoördineerde tekst de bestaande aanhef van de in de coördinatie opgenomen besluiten moet overnemen, dan wel of aan de gecoördineerde tekst een aanhef moet voorafgaan.

Het antwoord kan worden afgeleid uit een aantal overwegingen

- 1° of het nu een coördinatie betreft (technisch middel om verscheidene teksten betreffende een zelfde onderwerp tot een geheel te ordenen) dan wel een codificatie (samenbrengen in één corpus van normen en in doorlopende nummering van diverse bepalingen door hun inhoud verwant), de basisidee, zoals zij blijkt uit het onderzoek van de wet van 13 juni 1961, is dat het een ordening van normatieve bepalingen betreft;
- 2° de gecoördineerde of gecodificeerde tekst, vervangt niet als dusdanig de teksten die geheel of gedeeltelijk in de coördinatie werden opgenomen; met andere woorden, de coördinatie of codificatie heeft de gecoördineerde of gecodificeerde teksten niet op; een bijzondere machtiging of een latere bemoeiing van de bevoegde overheid is noodzakelijk om tot de opheffing te komen;
- 3° het Coördinatiebureau heeft zich niet uit te spreken, over de rechtsgrond die dient te worden gegeven aan het coördinatieontwerp dat het voorbereidt, en evenmin te kiezen tussen meerdere rechtsgronden waarop de diverse te coördineren of te codificeren teksten mochten steunen.

Er dient eveneens gewezen te worden op wat geschiedde in de voorgaande coördinaties; men neme twee voorbeelden : het ene steunt op de wet van 13 juni 1961, het andere op een uitdrukkelijke machtiging. In de coördinatie van de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen (koninklijk besluit van 23 juni 1967, Belgisch Staatsblad van 30 juni 1967) had het Coördinatiebureau te maken met een verzoek gegrond op de wet van 13 juni 1961, en ging het om reglementaire bepalingen bekrachtigd door de wetgever en voor koninklijke besluiten gesteund op meerdere wetten inzake "bijzondere machten". De gecoördineerde bepalingen beperken zich tot het beschikkend gedeelte, te weten het eigenlijke normatieve gedeelte van de reglementaire teksten, bekrachtigd of niet, opgenomen in de coördinatie.

Een tweede voorbeeld kan ontleend worden aan de algemene wet op de douane en accijnzen (koninklijk besluit van 18 juli 1977, Belgisch Staatsblad van 21 september 1977; errata 7 en 28 oktober 1977). Deze coördinatie steunde op artikel 45 van de wet van 22 juni 1976 betreffende de douane en accijnzen. De wet die tot steun diende voor de hele materie was de algemene wet van 26 augustus 1822. Deze wet bevatte een aanhef; hij werd niet opgenomen in de coördinatie.

Onderhavig coördinatie-ontwerp zal zich derhalve beperken tot de normatieve bepalingen.

2. Inwerkingtreding.

Het koninklijk besluit van 12 februari 1980, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 19 februari 1980, is, ingevolge zijn artikel 15, in werking getreden op de dag van zijn publikatie.

Het koninklijk besluit van 16 maart 1981, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 19 maart 1981 is eveneens in werking getreden de dag van zijn bekendmaking ingevolge zijn artikel 6.

De bepalingen betreffende de inwerkingtreding komen voor in de bepalingen die niet in de coördinatie zijn opgenomen; deze oplossing werd aanvaard in het koninklijk besluit van 1967 houdende coördinatie van de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen.

3. De ministers belast met de uitvoering.

Artikel 16 van het koninklijk besluit van 12 februari 1980 en artikel 18 van het koninklijk besluit van 16 maart 1981 komen in dezelfde bijlage voor.

Aldus vastgesteld voor het
Coördinatiebureau, in zijn
vergadering van 2 oktober 1981.



G. SCHOETERS,
Eerste Referendaris wnd

Ainsi arrêté par le Bureau de coor-
dination en sa réunion du 2 octobre
1981.



C. LAMBOTTE,
Premier référendaire f.f.